Prolétaires de tous les pays, unissons-nous




n°223
26 janvier 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

# Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces

Le 1er janvier, 18.700 chômeurs ont été rejetés du chômage. Et ce n'est qu'un début : d'ici la fin de l'année, ils seront dix fois plus à en être exclus. Parmi eux, des aidants-proches d'enfants handicapés, des travailleurs en contrats APE suppléant au manque d'embauche dans les écoles et communes, et beaucoup de salariés usés par des années d'exploitation.

Cette mesure fera reculer le niveau de vie de tous. D'abord, des milliers de chômeurs risquent de sombrer dans la misère. Ensuite, la concurrence va s'aggraver entre travailleurs. Des chômeurs exclus seront poussés à accepter n'importe quel emploi précaire et mal payé pour survivre. Cela donnera aux patrons un moyen de faire pression à la baisse sur les salaires et d'aggraver l'exploitation, avec le chantage : *« il y a cinquante candidats qui attendent pour prendre ta place »*.

Les directions syndicales entretiennent l'illusion que le PS au gouvernement ou un recours à la justice permettrait de se défendre.

Mais le PS valide les mesures d'austérité décidées par la droite chaque fois qu'il participe au gouvernement. Et Paul Magnette a déjà annoncé qu'une remise en cause de la réforme du chômage est « *impossible* », alors qu'il n'est même pas au gouvernement !

Quant à la Justice, la Cour constitutionnelle a refusé de suspendre l'application de la réforme. Ce n'est pas un hasard. Ces juges, formés par les écoles de la bourgeoisie et sélectionnés par le parlement, sont chargés de défendre l'ordre capitaliste. Ils n'allaient pas bloquer une réforme aussi favorable au patronat.




Faire croire que la Justice ou de « bons partis » au gouvernement protégeraient les travailleurs, c'est leur mentir et les mener dans une impasse. Pour se défendre des politiques d'austérité des gouvernements et des patrons, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

La semaine de grève à la SNCB contre la suppression du statut et le recul de la pension, appelée par les syndicats sera une occasion de faire entendre son opposition à l'austérité qu'impose le gouvernement. Mais pour faire reculer le gouvernement, il faudra plus que quelques jours de grève. Les grèves de 2025 n'ont pas ébranlé la détermination des ministres.

Il faudra des luttes d'une ampleur bien plus grande qui englobent les travailleurs de tous les secteurs. Et c'est possible, parce que tous les secteurs, ouvriers et employés, sont touchés par les mesures d'austérité.

Et finalement, il ne s'agit pas seulement de s'opposer à un gouvernement, mais à tout le capitalisme. D'autant plus que les rivalités pour les marchés et les ressources font planer la menace de guerres de grande ampleur. Les gouvernements s'y préparent en augmentant les budgets militaires et en cherchant à embrigader les populations.

Le gouvernement des États-Unis a enlevé le dirigeant vénézuélien Maduro pour remettre la main sur les immenses réserves pétrolières du pays, et surtout pour tenter d'écarter la Chine.

Trump veut aussi mettre la main sur le Groenland pour ses ressources minières et pour contrôler les routes maritimes de l'Arctique auxquelles donne accès la fonte de la banquise.

Que ce soit à propos du Groenland o

u de l'Ukraine, les dirigeants européens cherchent à faire accepter le coût de la militarisation et les futurs sacrifices sur les champs de bataille au nom d'un prétendu « *intérêt national* » ou européen. En réalité, ce sont les profits des capi-

talistes nationaux ou européens qu'on nous demande de défendre, dans la concurrence avec les États-Unis et la Chine. Alors que les travailleurs, les exploités n'ont aucun intérêt commun avec leurs exploiteurs !

En Iran, des centaines de milliers de manifestants ont affronté la dictature des mollahs. Malgré une répression sanglante, ils se sont soulevés contre un régime théocratique, contre la misère et des inégalités sociales qui s'aggravent.

Ce courage et cette combativité des masses ont souvent fait basculer l'histoire. C'est ainsi que se sont faites toutes les révolutions et les progrès de l'humanité. Des prétendants cherchent à se placer à la tête du mouvement, comme le fils du Chah renversé en 1979. Tous les dirigeants capitalistes du monde partagent une même crainte : que la révolte des travailleurs débouche sur une révolution où ils prendraient eux-mêmes leur sort en main, en renversant les mollahs et les capitalistes.

Les travailleurs n'ont besoin de personne pour se révolter ; ils n'ont besoin que de leur détermination et de leur organisation collective pour diriger la société à la place des capitalistes.

*Editorial des bulletins d'entreprise du 18/01/2026.*

# Dans les entreprises

## La grève des cheminots et des TEC est celle de tous les travailleurs !

Face à la grève des cheminots et des TEC prévue la semaine du 26 janvier, les médias et les politiciens vont encore enchaîner les déclarations et les émissions sur les passagers « pris en otage » par les grévistes, ou les prétendus « privilèges » des cheminots. Comme si se battre pour défendre ses conditions de travail, son salaire et sa retraite avait quoi que ce soit à voir avec la défense d'un privilège.

Face aux attaques du gouvernement, les travailleurs doivent se défendre ! Ceux qui cherchent à monter certains travailleurs contre d'autres sont nos ennemis.

Même si les grèves peuvent nous empêcher d'arriver au travail ou nous faire rater un rendez-vous important, l'enjeu est à un tout autre niveau.

Par exemple, les exclusions des chômeurs feront pression à la baisse sur tous les salaires, les pressions sur les malades de longue durée pousseront un parent ou un proche vers la misère, l'augmentation du budget militaire réduira le niveau de vie de tous.

Les grévistes, en se mobilisant, ouvrent la voie vers laquelle la population aura à se défendre.

### Les limites des directions syndicales

Bien sûr, une semaine de grève ne sera pas suffisante pour faire reculer le gouvernement. Surtout quand les directions syndicales limitent par avance ces luttes, et ne cherchent qu'à négocier à la marge les attaques.

Pierre Lejeune, le président de la CGSP cheminots, le principal syndicat du rail, avoue dans une interview qu'il aurait préféré que la base accepte l'accord proposé par la direction, alors que les trois quart l'ont refusé. Un « accord » qui aurait facilité le licenciement des statutaires, et allongé la semaine de travail pour certaines catégories de travailleurs.

Le même dirigeant syndical affirme que le syndicat se prépare à un *« marathon de grève, pas à un sprint »*. En d'autres termes, il cherche à limiter les grèves soi-disant pour éviter que le mouvement « s'essouffle », comme le font les directions syndicales depuis le début des mouvements contre le gouvernement.




Cette stratégie se traduit, par exemple, par des grèves tournantes des cheminots par métier, avec un jour les accompagnateurs, un autre

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

jour les conducteurs, un autre le personnel des ateliers de maintenance, etc. Et, plutôt que de se rassembler, les directions syndicales des cheminots et des TEC ont choisi de disperser la grève.

Seules des luttes qui vont en s'amplifiant, qui dépassent les métiers et les secteurs, voire même les frontières, peuvent faire reculer les gouvernements et le patronat.

De telles grèves ne viendront pas des directions syndicales, mais des travailleurs eux-mêmes, à condition de s'organiser et de se mobiliser, et de choisir des mots d'ordre qui concernent tous les travailleurs.

# Concurrence dans la grande distribution

Dans la grande distribution, la concurrence entre capitalistes s'intensifie. Chaque groupe se livre une guerre pour gagner des parts de marché et augmenter ses profits. Et cette guerre se mène sur le dos des travailleurs.

Dernièrement, Carrefour et les magasins Okay ont annoncé l'ouverture de leurs magasins le dimanche afin de s'aligner sur les autres supermarchés.

Il y a deux ans, cette même logique passait par la franchisation. Delhaize, mais aussi Carrefour, ont franchisé des magasins pour imposer des horaires plus longs, multiplier les flexi-jobs et imposer des contrats plus précaires, dans le seul but d'augmenter leurs profits.

Et quand les patrons ne se gavent plus suffisamment à leur goût, ils licencient. Chez Cora, 1.500 travailleurs ont perdu leur emploi. Aujourd'hui, seuls 206 d'entre eux ont retrouvé du travail, principalement dans des magasins franchisés, avec des salaires plus bas et des conditions de travail plus dures.

Pour préserver leurs profits, les patrons exigent des travailleurs d'être toujours plus flexibles, toujours plus disponibles, avec des contrats toujours plus précaires. Mais ça, tant qu'on les laisse faire ! Car des travailleurs organisés peuvent mettre fin à cette machine à profit.

# Derrière les licenciements, une guerre menée par les patrons




Les annonces de licenciements se multiplient dans un contexte où le gouvernement fédéral s'attaque aux chômeurs, aux malades de longue durée et aux conditions de travail dans tous les secteurs.

Derrière ces licenciements et ces fermetures d'usines, se trouvent des groupes mondiaux, des fonds d'investissements et des familles milliardaires qui se gavent le dos des travailleurs.

## Catalent

À Charleroi, les 150 travailleurs de l'usine Catalent vont perdre leur emploi suite à la fermeture du site. Catalent, c'est un géant mondial de la sous-traitance pharmaceutique, présent sur plusieurs continents et travaillant pour les plus grands laboratoires.

Fin 2024, l'entreprise était valorisée à 16,5 milliards de dollars. Elle appartient aujourd'hui au fonds d'investissement Novo Holdings A/S, qui gère plus de 140 milliards d'euros d'actifs.

## TotalEnergies

Une restructuration menace 29 emplois sur le site de Feluy, dans le Hainaut, d'ici septembre 2026. Pourtant, en 2024, le groupe a réalisé 15,8 milliards de dollars de bénéfice, dont 8 milliards de dollars ont été reversés aux actionnaires.

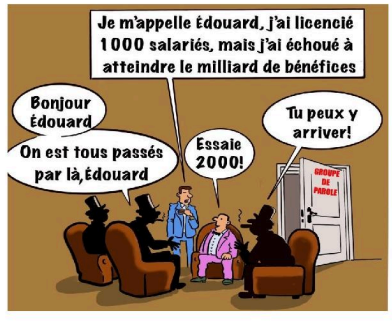
## Groupe Riva

À Charleroi, ce groupe sidérurgique a annoncé le licenciement de 180 travailleurs à Thy-Marcinelle. Ce groupe est une entreprise italienne créée par la famille Riva, l'une des plus grandes fortunes industrielles d'Italie, construite dans les années 1960-1970.

Aujourd'hui encore, cette famille reste une puissance industrielle en Italie et en Europe, avec des usines dans plusieurs pays. Ces patrons pleurent la concurrence et la crise de l'acier. Mais leur fortune a été bâtie pendant des décennies en accumulant des milliards d'euros sur le dos des travailleurs.

## BNP Paribas

Cette banque vient de racheter une branche d'AXA. Suite à des restructurations, 1.200 travailleurs vont perdre leur emploi dans différents pays. BNP Paribas est la société mère de BNP Paribas Fortis, la plus grande banque de Belgique. En 2024, BNP Paribas a enregistré 11 milliards d'euros de bénéfice net et versé plus de 4 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires.



# Echos des bulletins d'entreprise

## Colruyt Dassenveld

### Un groupe, mille contrats

Colruyt Group se présente comme une seule entreprise.

En réalité, entre Solucious, Okay, Colruyt, etc., les contrats et les salaires des ouvriers varient, alors que le travail est fondamentalement le même.

Quand on passe d'une filiale à l'autre, on perd du salaire ou les primes sont différentes.

Pourquoi cette usine à gaz ? Pour nous diviser, faire pression sur les salaires et augmenter les profits !

### Le refrain des résultats

Nouvelle année, vieille rengaine. On nous bassine sur les résultats trop faibles, sur la dure concurrence dans la grande distribution.

Oui les grands groupes sont en concurrence mais leurs actionnaires continuent tous à se gaver de profits !

On ne saura la vérité que lorsqu'on mettra la main sur les vrais comptes pour savoir où vont les profits !

C'est à notre portée, parce que même les comptes sont faits par des travailleurs.

### « Ensemble avec Colruyt » ?!?

Colruyt célèbre la famille et la parentalité dans sa nouvelle campagne de pub pathétique.

La bonne blague… Colruyt nous fait travailler les week-ends, refuse les congés quand les enfants sont malades et paye des salaires si bas que remplir le caddie familial devient de plus en plus difficile.

### Deadlift surprise

Chez Colruyt, chaque levé de palette est un soulevé de poids… surprise : notre dos va-t-il se ramasser 20 kg, 25 kg ou quasi 30 kg ? Selon l'humidité de la palette, le type de bois, ça varie énormément. Et c'est toujours le dos qui trinque.




### Pour quand un salaire 1+1?

Nouvelle politique marketing : Colruyt se lance dans le 1+1 gratuit.

Tant mieux pour ceux qui pourront en profiter.

Mais ça en dit long sur les marges bénéficiaires qu'assure notre travail…

### Mauvais calendrier

Nos chèques repas n'ont pas augmenté le 1er janvier 2026, comme annoncé.

Il semblerait que Colruyt suive le calendrier chinois : il attend le nouvel an lunaire, en mars, pour augmenter les chèques-repas.

### Pas "OK"

A la longue, le port du casque donne mal aux oreilles... Et tout ça pour entendre la litanie des bons de commande à préparer.

Le dos, les pieds, les poignets... et même les oreilles. C'est où en fait qu'on n'a pas mal ?

### GSM: Big Brother is Watching You ?

Un enfant malade, des problèmes administratifs importants à résoudre, une urgence ? On peut toujours demander l'autorisation exceptionnelle d'avoir son gsm, mais qui a envie de toujours raconter sa vie à son chef ?!

On n'a pas besoin de chef pour savoir quand on a besoin de garder son téléphone.

## Chemins de fer

### On doit garder la Poker Face ?

La direction d'Infrabel a dépensé 70.000€ pour inviter "le top 200" du management à un concert de Lady Gaga…

Pas sûr que ça soit suffisant pour souder tous les cadres derrière les coupes budgétaires.

### Goeiedag - Bonjour

En tant qu'accompagnateur, on a cinq ans après l'embauche pour réussir un examen pour vérifier qu'on est bilingue, sous peine d'être licencié.

Pourtant, au moment de l'embauche, beaucoup d'entre nous ne parlent pas le néerlandais ou le français.

La direction embauche malgré tout car elle veut quand même faire rouler les trains… en nous disant de nous former après le travail, en dépit de la pression et des horaires variables !

Mais en intensifiant toujours plus les prestations, la direction nous prive des moyens de nous former.

Pour que les accompagnateurs puissent devenir bilingues, il faut du temps sur notre journée de travail et des moyens qui soient

dédiés à l'apprentissage des langues !

## Collègues en voie de disparition !

En 2025, la SNCB voulait recruter 200 techniciens. Est-ce que cela a été fait ?

Ce nombre est de toute façon loin de compenser celui des départs. La diminution du personnel technique continue malgré l'augmentation de l'offre de trains !

Dans la section de la maintenance des automotrices AM86 à Schaerbeek par exemple, il n'y a plus qu'environ 50 personnes, là où il y en avait 150, il y a 10 ans.

La direction attend que l'on compense le manque d'embauche en intensifiant les prestations.

C'est insupportable et de toute façon c'est impossible ! A Schaerbeek, le manque de collègues est tellement grave que les remplacements de moteur ne sont plus effectués.

## Non à l'exploitation !

Au lieu d'embaucher, la direction a introduit le système TIM (« maintenance intégrée dans le roulement » en français) dans les ateliers de maintenance.

Derrière ce sigle se cache l'obligation du travail de nuit et de week-end.

Surcharge de travail, manque de sommeil, le fait de travailler toujours plus, sans gagner plus, en un mot : l'exploitation accrue ! Et désormais jusqu'à 67 ans pour une pension amputée ?!

## L'argent existe

Le rouleau compresseur du plan d'économie continue de se préciser : en 2026, 40 millions de baisse de budget pour Infrabel, 60 millions pour la SNCB.

Le contrat de gestion prévoyait déjà une réduction de 2,5 milliards de la dotation d'exploitation du gouvernement sur la période 2023-2032. Tout ça alors que l'offre de trains est censée augmenter de 10% !

Si on laisse faire et qu'il est mis en application, ce plan ne peut signifier qu'une nouvelle aggravation des conditions de travail des cheminots et une dégradation du service pour les usagers !

Pourtant, l'argent existe ! Le gouvernement a bien trouvé 12,8 milliards pour l'armée, il trouve des dizaines de milliards (52 milliards en 2022) pour subventionner directement ou indirectement les profits des entreprises privées, et il dépense plus de 10 milliards par an pour payer les intérêts de la dette aux banques.

# Leur société

## Les profits de la guerre

Pendant que la plupart des secteurs licencient, et que les gouvernements du pays font partout des coupes budgétaires, le secteur de l'armement est, lui, en plein développement. Les gouvernements gavent les capitalistes qui vendent les engins de mort d'argent public.

En 2025, l'État belge a dépensé près de 13 milliards pour l'armée, et il prévoit de monter progressivement jusqu'à 21 milliards en 2034, s'il n'y a pas d'autres augmentations d'ici-là. 21 milliards, c'est plus de quatre fois le budget actuel du chômage !

Ces milliards vont droit dans les caisses de gros capitalistes. Comme les propriétaires de John Cockerill Defense ou Thalès, qui viennent de passer un énorme contrat à plusieurs milliards d'euros pour l'entretien des nouveaux véhicules de l'armée belge. Ce même groupe belge John Cockerill Defense vient d'obtenir en France un contrat à 2 milliards d'euros via sa filiale française Arquus.

## Conseil va-t'en guerre

Le 22 janvier, Donald Trump a signé la charte de son « Conseil de la paix ». Une nouvelle organisation internationale qui, selon lui, serait chargée de faire régner la paix et la prospérité sur l'ensemble de la planète. Un mensonge qui s'ajoute aux précédents où Trump promettait déjà de régler la question palestinienne « *en un claquement de doigts* » et d'imposer la paix en Ukraine en quarante-huit heures.

Un an plus tard, non seulement les massacres se poursuivent sur ces deux fronts, mais le président américain a multiplié les démonstrations de force : missiles et bombardiers envoyés contre le Yémen, la Syrie et l'Iran, enlèvement du président vénézuélien, menaces d'annexion du Groenland.

En réalité, cet accord diplomatique veut aligner davantage les autres États derrière les intérêts de la bourgeoisie et de l'État américain face aux bourgeoisies concurrentes, notamment chi-



noise. L'État américain est en tête dans la course aux armements et dans la guerre commerciale.

Le « Conseil de la paix » n'est en réalité rien d'autre qu'un conseil pour préparer la future guerre.

## Fraude patronale

Le gouvernement Arizona annonce de nouvelles mesures pour lutter contre ce qu'il appelle « *la fraude sociale* ».

En 2024, l'État belge annonçait avoir récupéré 435 millions d'euros grâce à cette politique. Un chiffre largement brandi pour justifier le durcissement des contrôles et des sanctions contre les chômeurs, les malades et les bénéficiaires d'allocations.

Mais cette mise en scène sert surtout à masquer la réalité et à diviser les travailleurs. Car l'essentiel de l'argent récupéré ne vient pas des allocataires, mais bien de la fraude patronale! Près de 270 millions d'euros proviennent de cotisations sociales que les employeurs n'avaient pas payées. Et encore, ces chiffres sont un minimum, car une large part de la fraude patronale échappe aux contrôles.

La fraude fiscale, quant à elle, est soigneusement épargnée par ces mesures de durcissement des contrôles, alors que la Banque nationale de Belgique estime les pertes à près de 7 milliards et la CSC à 30 milliards d'euros par an, un chiffre sans doute encore sous-




estimé.

Pendant qu'on traque un chômeur pour quelques centaines d'euros, ce sont des milliards qui continuent d'engraisser les capitalistes.

En s'acharnant sur les plus précaires, le gouvernement cherche avant tout à monter les travailleurs les uns contre les autres, pour empêcher qu'ils s'unissent contre les véritables responsables de la fraude et de l'exploitation.

## Allemagne, Belgique, les États au service des patrons

En Allemagne, ce n'est pas l'Arizona qui est au pouvoir, mais les attaques contre les travailleurs sont les mêmes qu'en Belgique.

Le chancelier, Friedrich Merz, veut s'en prendre aux arrêts maladie en supprimant notamment les certificats médicaux des consultations médicales par téléphone.

L'objectif ? Friedrich Merz le dit lui-même : *"Au bout du compte, nous devons tous ensemble, dans cette République fédérale d'Allemagne, parvenir à une meilleure performance économique"*. Voilà la réalité.

Peu importe le gouvernement, l'État est un outil aux mains des patrons pour imposer aux travailleurs de produire plus de richesses pour augmenter leurs profits et écraser leurs concurrents.

# Actualité locale

## Bruxelles : et pendant ce temps l'austérité continue...

Vendredi 22 janvier, plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté devant le parlement bruxellois, après l'échec de la dernière tentative de former un nouveau gouvernement autour du PS et des Engagés.

Le gouvernement, en affaires courantes, ne peut engager les dépenses courantes que mois par mois, sans dépasser le budget voté avant les élections, sans engager de nouvelles dépenses.

L'écoeurement grandit devant les jeux politiciens, alors que les C4 tombent pour de nombreux travailleurs dans les associations de soins et d'aides aux plus pauvres.

De gros chantiers, comme celui du métro 3, sont à l'arrêt. La suspension des primes à la rénovation, en attendant un nouveau gouvernement, a fait chuter le nombre de chantiers de 75% et entraîné de nombreuses faillites.

Les hôpitaux bruxellois, confrontés à la diminution des financements fédéraux et à la fin de subsides du gouvernement régional, suppriment des emplois. De nombreuses associations qui rendent des services utiles à la population ont dû licencier une partie importante de leurs employés car ils ne reçoivent plus les subsides nécessaires.

Pour les dirigeants de partis politiques bruxellois, la crise politique est devenue une méthode commode pour imposer l'austérité en accusant les partis rivaux d'en

être responsables. Mais c'est une escroquerie !

Tous ces partis, ensemble, au niveau fédéral et régional, ont endetté la Région bruxelloise jusqu'au cou pour arroser des multinationales comme Audi, des groupes de travaux publics, comme Besix ou Galère, et y compris les capitalistes qui font leur beurre des équipements des hôpitaux. L'austérité n'est qu'un moyen de présenter la note à la population.

Certains évoquent le risque de faillite de la région bruxelloise, ou sa disparition, si le gouvernement fédéral devait intervenir pour la renflouer. Mais qu'est-ce que cela changerait pour les habitants ? Quel que soit le niveau de pouvoir, aucun n'est du côté de la population. Et les pouvoirs communaux, dont le bourgmestre est presque un voisin, protègent-ils les travailleurs contre les suppressions d'emplois publics et les exclusions du chômage ou du CPAS ?

Dans la société capitaliste, fondée sur l'exploitation des travailleurs, toutes les institutions sont au service de l'enrichissement d'une petite minorité par la compression des besoins de la majorité.

Ce n'est pas d'un nouveau gouvernement dont les travailleurs ont besoin mais d'un rapport de force pour se défendre collectivement.

## Pressions sur les travailleurs malades à Molenbeek

Le Collège communal de Molenbeek, dirigé par le PS et le PTB, a récemment envoyé une note aux chefs de service exigeant un *« entretien obligatoire pour tout agent présentant plus de 20 jours d'absence maladie pour l'année écoulée »*.

Au cours de l'entretien, le chef devait expliquer au travailleur que ses absences entraînent *« une surcharge de travail pour les collègues »*. Le chef devait pousser le travailleur « à s'engager à améliorer son taux de présence ».




De nombreux travailleurs communaux ont participé à une action syndicale pour aller exprimer leur mécontentement au Conseil Communal.

Le bourgmestre PS a retiré la mesure en bafouillant quelques mensonges qui n'ont trompé personne. Les conseillers communaux du PTB affirment ne pas avoir validé la mesure.

La secrétaire régionale de la CGSP, Carine Rosteleur, constate que ce genre de mesures *« fleurissent partout, y compris dans les administrations et les hôpitaux, on tente de licencier le [personnel] malade pour améliorer les statistiques et éviter les pénalités »* prévues par le gouvernement fédéral pour les employeurs dont le taux de maladie dépasse un certain seuil.

Pourtant, cette responsable syndicale socialiste se contentait d'espérer *« que les chefs soient formés à un entretien bienveillant »*. Bienveillant ! Mais elle explique elle-même qu'il s'agit *« d'améliorer les statistiques »* en fichant à la porte des travailleurs malades ! Heureusement que des travailleurs ne se laissent pas faire !

## Encore une école qui ferme !

Début décembre, les institutrices et les parents d'enfants de l'école maternelle Christian Merveille apprenaient la décision de la Ville de Bruxelles de fermer leur école pour la rentrée prochaine. Des parents se sont mobilisés pour protester et se sont rendus au Conseil communal pour se faire entendre.

Le bourgmestre, Philippe Close (PS) s'est justifié en parlant de *« baisse de la natalité »* et d'une diminution des effectifs « de 200 à 100 élèves ».

Des arguments mensongers dénoncés par les parents. L'école Christian Merveille est d'une capacité de 120 places et accueille cette année 104 enfants. Le bourgmestre veut les envoyer dans une autre école qui regrouperait 350 enfants, avec un risque évident de manque de places si la population scolaire devait à nouveau augmenter.

En attendant un nouveau gouvernement bruxellois, l'austérité continue, y compris dans les communes gérées par le PS !

## Flandre : les élèves dénoncent les réformes

Jeudi 22 janvier, plusieurs centaines d'élèves de l'enseignement secondaire néerlandophone ont quitté les cours pour manifester à Bruxelles, Anvers et Gand. Ils dénoncent la politique de la ministre de l'Enseignement flamand, Zuhal Demir (N-VA).

Ils mettent en cause la pénurie chronique d'enseignants, leurs salaires trop bas et la suppression de journées de formation pédagogique.

Les projets de réforme de Zuhal Demir prévoient officiellement d'augmenter le nombre d'heures de cours. Mais sans s'attaquer à la pénurie d'enseignants, cette mesure reporte toute la charge sur ces derniers. Concrètement, cela

signifie moins de formations, moins de congés et une pression accrue sur des professeurs déjà surchargés.

### L'État fait les poches des profs

Comme si cela ne suffisait pas, plusieurs années après leur embauche, l'État exige de près de 7.000 enseignants flamands un remboursement de plusieurs milliers d'euros !

Lors de la précédente législature, le gouvernement avait promis que les travailleurs venant du secteur privé pourraient faire valoir leur ancienneté et bénéficier d'un salaire plus élevé dans l'enseignement. Mais une obscure clause excluait ceux qui avaient déjà travaillé plus de 105 jours dans l'enseignement ! Cela concerne, par exemple, ceux qui avaient dû réaliser un remplacement temporaire.

Révoltant.




Photos: Toon Danhieux

## Fusion des difficultés

La fusion entre les communes de Liège et de Herstal est en discussion pour réaliser des économies dans un contexte général d'austérité. Les deux villes sont en difficulté financière et subissent la pression des banques. Présentée comme une solution budgétaire, cette fusion ferait en réalité peser l'effort sur les personnels des communes.

Car une fusion sera synonyme de restructurations, de suppressions de postes et de disparition de services de proximité. Le regroupement des services, déjà sous tension, risque encore d'allonger les délais et de compliquer l'accès aux services. A Liège, par exemple, la file d'attente pour la cité administrative atteint fréquemment plusieurs dizaines de personnes qui attendent plus d'une heure avant l'ouverture de l'administration !

# Leur monde impérialiste

## États-Unis : L'ICE, une milice contre les travailleurs

***L'ICE, une agence fédérale destinée à réprimer les immigrants clandestins, a connu un développement rapide depuis l'arrivée de Trump au pouvoir. Elle s'est fait connaître pour ses mises en scène d'arrestations violentes de migrants, et plus récemment pour des meurtres, en particulier celui de Renee Good et d'Alex Pretti qui ont été filmés.***

***Le développement de l'ICE est l'un des symptômes les plus visibles du développement de l'autoritarisme contre la population dans le pays le plus riche du monde. Mais il provoque aussi des résistances.***

### La misère au cœur de l'impérialisme

Les États-Unis ont beau être l'État le plus puissant au monde, avoir de loin l'armée la plus équipée, dominer toute la planète avec plus de 800 bases militaires à l'étranger, la population américaine n'y échappe pas pour autant à la misère, au contraire.

Les salaires ont stagné ces dernières années pendant que les prix explosaient. Les loyers y représentent souvent la moitié du salaire, pour ceux qui en ont un. Il n'y a pas de retraite ou d'assurance maladie publique. Et il y a 700.000 chômeurs de plus depuis la réélection de Trump.

Et la situation va en s'aggravant. Les capitalistes américains se préparent à des affrontements militaires à l'échelle de continents, contre la Chine en particulier, car la crise les pousse à affronter et affaiblir leurs concurrents pour placer leurs montagnes de profits sur des marchés déjà détenus.

C'est pour cela qu'ils font exploser les dépenses d'armement, que Trump veut encore augmenter de 50%, et qu'ils veulent mettre la main sur toujours plus de ressources stratégiques, comme le pétrole du Venezuela et les minerais du Groenland.

Toutes ces dépenses, c'est la population qui les paye. Les capitalistes le savent très bien, et ils savent aussi que cette plongée dans la pauvreté ne peut manquer de soulever des contestations de tous côtés. C'est pour cela qu'ils forgent les armes de répression contre leur propre population,

dont l'ICE est aujourd'hui le fer de lance.

C'est pour cela aussi que Trump a rassemblé 800 hauts gradés de l'armée en septembre dernier pour les préparer à intervenir contre « l'ennemi intérieur ».




## Terrorisme étatique

Trump, en capitaliste bien au courant des intérêts de sa classe, a choisi de développer l'ICE pour terroriser la population et faire taire toute contestation.

Cette agence, créée en 2003 pour arrêter les migrants illégaux, a connu une extension énorme depuis un an. Trump en a triplé le budget, les effectifs sont passés de 10.000 à 25.000 agents en un an, et continuent de recruter massivement, mais avec difficulté.

Depuis plusieurs mois, l'ICE est intervenu dans plusieurs villes à majorité Démocrate (Los Angeles, Chicago, et maintenant Minneapolis) pour y mener d'immenses campagnes d'arrestations spectaculaires.

Les agents débarquent cagoulés, en grand nombre, armés de pistolets mitrailleurs, encerclent une maison, parfois même avec un hélicoptère, y menottent tous les habitants, souvent des familles, embarquent une partie d'entre eux, séparant femmes et enfants.

Les personnes arrêtées sont emmenées dans des centres de détention où elles restent pendant des mois, même si elles sont en règle ou qu'elles ont la nationalité américaine, avant d'être expulsées.

## Les travailleurs en première ligne

Ces descentes se font aussi dans les usines, les fermes ou autres lieux de travail où les travailleurs migrants sont nombreux.

Les migrants représentent une personne sur sept aux États-Unis, et sont particulièrement représentés dans les emplois les plus mal payés. Les migrants sans papiers représenteraient par exemple 40% des ouvriers agricoles. Ce qui pose d'ailleurs des problèmes aux patrons, qui ont été nombreux à se plaindre, et souvent à être entendus, auprès de Trump lorsque les arrestations massives les empêchaient de récolter leurs produits agricoles.

Car Trump sait bien que les patrons profitent massivement des migrants illégaux pour imposer des salaires faibles aux travailleurs.

Malgré ses déclarations tonitruantes qui prétendaient qu'il allait expulser *« des millions et des millions »* de migrants, il a, pour le moment, déporté moins de migrants en 2025 qu'Obama en 2013.

Mais les expulsions servent surtout à terroriser les migrants qui restent, et à les pousser à se soumettre à l'ordre des patrons. Elles servent aussi à tenter de faire passer tous les travailleurs migrants pour des criminels, et à créer ainsi un gouffre de méfiance entre travailleurs nationaux et migrants.

Les capitalistes connaissent la force des travailleurs qui se battent ensemble, et ils cherchent sans cesse à les diviser pour mieux les écraser.

Trump ne fait que semer des mensonges racistes quand il prétend que l'expulsion de travailleurs étrangers permettra aux travailleurs ayant la nationalité d'avoir du travail. Selon une étude de l'Université de Californie, les raids dans cette région ont fait baisser, en un mois, les emplois de plus de 3%, plus que pendant la crise de 2008 ou la pandémie de 2020.

Les travailleurs migrants, comme tous les travailleurs, font tourner l'économie. Quand ils ne sont plus là, c'est toute une partie de l'économie qui ralentit brutalement.

## Terroriser la population

En réalité, l'ICE est loin de s'attaquer seulement aux migrants. Dans les quartiers pauvres, personne n'est à l'abri d'une arrestation, et certains Américains qui



avaient la nationalité ont été arrêtés simplement parce qu'ils avaient critiqué le gouvernement ou parce qu'ils avaient fait un accident avec un des véhicules ICE…

Et la victime mortelle la plus connue, Renee Good, était blanche et avait la nationalité américaine, comme Alex Pretti.

Car l'objectif de la bourgeoisie américaine est aussi d'habituer toute la population à voir des troupes paramilitaires occuper les rues, mener des arrestations brutales sans avoir besoin de donner la moindre explication.

La campagne de recrutement d'ICE montre systématiquement des hommes blancs arrêtant des personnes noires ou basanées, avec souvent des connotations racistes.

C'est parce que Trump veut recruter en priorité les personnes les plus racistes, prêtes à utiliser la violence contre des personnes désarmées. C'est pour cela que le Vice-Président des États-Unis Vance a affirmé, dès le lendemain de l'assassinat de Renee Good, que l'immunité du tireur était garantie.

Les capitalistes cherchent, à travers ICE, à former un corps armé près à réprimer brutalement toute personne qui s'opposerait à l'État ou au règne des patrons, qu'ils soient de gauche, syndicalistes, ou simplement en retard de loyer, dans une période où la situation va s'aggraver pour toute la population.




Manifestation à Minneapolis

## Pas sans résistance !

Mais la répression n'a pas suffi à pousser la population à se terrer chez elle. Au contraire, dans les villes qui ont connu les raids de l'ICE, la population s'est souvent organisée pour défendre les migrants.

Les habitants ont organisé des patrouilles et se sont munis de sifflets afin d'alerter le voisinage pour freiner le déploiement des agents de l'ICE arrivant dans le quartier. Bon nombre d'arrestations ont ainsi pu être évitées. Cela s'est vu en particulier dans les villes où les migrants ont été synonyme de croissance économique et démographique, y compris dans des États républicains comme le Texas ou le Montana.

Les meurtres de Renee Good et d'Alex Pretti ont encore renforcé la détermination des habitants, et ont déclenché dans des nombreuses villes des manifestations massives.

# Groenland, au cœur des rivalités impérialistes

Après avoir enlevé le président vénézuélien Maduro pour mettre la main sur le pays et ses immenses réserves de pétrole et écarter la Chine, Trump a annoncé vouloir la propriété du Groenland.

Cette île, sous contrôle danois, intéresse les États-Unis car, en plus de ses ressources minières, elle se situe au croisement des futures routes de navigation stratégiques de l'Arctique, rendues navigables par le réchauffement climatique. Et l'État américain veut y installer de nouvelles bases militaires.

Cette volonté d'annexion d'un territoire d'un pays de l'OTAN a provoqué la stupeur des dirigeants européens. Huit États européens ont envoyé une poignée de soldats au Groenland pour une « *mission de reconnaissance* »…pour tenter d'afficher une cohésion européenne face aux États-Unis. Au Conseil européen, l'usage potentiel de sanctions économiques contre les États-Unis a été discuté.

Finalement Trump a changé de discours, et annoncé qu'il renonçait à utiliser son armée pour s'emparer du Groenland… ayant obtenu en grande partie ce qu'il désirait. Le *New York Times* évoque que les États-Unis auraient toute liberté d'installer autant de bases militaires que souhaité. Et sans doute aussi l'accès privilégié aux ressources minières.

Ni Trump, ni les dirigeants européens, ne défendent les intérêts de la population groenlandaise. Le Groenland est, depuis le 18e siècle, une colonie du Danemark. Ses habitants, les Inuits, ont été réduits

au rang de citoyens de seconde zone, et la société inuite a été largement détruite par la colonisation. Dans les années 1960-1970, la moitié des femmes de l'île ont été stérilisées de force.

## Poussée de nationalisme européen

Face aux aboiements agressifs de Trump, les dirigeants européens se présentent comme les garants de « *l'ordre mondial* », et de « *la paix* » au nom de laquelle ils sont en train… de se réarmer !

De Wever, pourtant fieffé atlantiste, défend un « *front commun* » européen afin de ne pas « *perdre sa dignité* » face aux États-Unis. Dans le même temps, l'armée belge prévoit d'augmenter le nombre de réservistes de 6.000 à 20.000. Tous les États européens se préparent activement à une future guerre.

Mais les dirigeants européens ne valent pas mieux que ceux des autres grandes puissances. Les États européens ont pillé et massacré - et continuent de le faire - presque tous les autres peuples par la colonisation, et mis le monde à feu et à sang lors de deux guerres mondiales. Aujourd'hui, ils tentent de défendre une place pour leur bourgeoisie dans l'affrontement capitaliste mondial, dans un contexte où la concurrence s'exacerbe, réduisant les plus faibles à la portion congrue.

Cela amène toutes les bourgeoisies à s'en prendre aux conditions de vie de leur propre population.

En Belgique, le gouvernement augmente les budgets militaires et défend les profits des capitalistes en coupant dans les dépenses sociales et en faisant pression sur les salaires à travers les réformes du chômage, des pensions et du travail de nuit.

Les principaux ennemis des travailleurs, ce sont leurs propres capitalistes !



Image aérienne de la base militaire américaine au Groenland

# Iran : massacre contre la population

***Du 8 au 10 janvier, effrayés par l'extension rapide des manifestations contre le régime, les dirigeants de la République islamique l'ont noyé dans le sang.***

***Les forces de répression auraient fait des milliers, voire selon certaines sources plus de 16.000 morts, des centaines de milliers de blessés graves et procédés à des arrestations massives.***

La coupure d'internet imposée par les autorités à tout le pays n'a pas empêché les vidéos et témoignages de sortir du pays, confirmant des millions de manifestants de tous les milieux sociaux.

Ce raz-de-marée témoigne de la haine que suscite désormais le pouvoir des mollahs et des riches. Ses dignitaires aggravent l'effondrement monétaire, affament la population, paient les salaires avec des mois de retard, ruinent les commerçants, tout en imposant un ordre moral réactionnaire, en particulier contre les femmes. Cela ne les empêche pas de s'enrichir, de vivre dans le luxe en plaçant leurs fortunes à l'étranger.

Menacé dans son existence, le régime a massacré avec des tireurs placés sur les toits, aidés de véhicules équipés de mitrailleuses, des manifestants désarmés ont été tués à bout portant, rendus borgnes et aveugles, traqués jusque dans les hôpitaux.

## Les impérialistes complices

Les dirigeants de l'impérialisme partagent la responsabilité de ce massacre.

Durant ces journées sanglantes, le chef de la diplomatie iranienne s'est vanté qu'un *« canal de communication »* a été maintenu avec Steve Witkoff, envoyé spécial de Trump. Ce dernier, après avoir encouragé les manifestants en prétendant leur apporter un soutien par une intervention militaire *« si les dirigeants iraniens tirent sur les manifestants »,* n'a bien sûr rien fait au moment du massacre, tout comme les dirigeants européens.

Trump partage avec les dirigeants iraniens la même crainte : une révolution populaire dans un pays de plus de 90 millions d'habitants pourrait entraîner des bouleversements dans tout le Moyen-Orient et au-delà.



Les dirigeants de l'impérialisme et leurs alliés régionaux, Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite, qui ont combattu l'Iran ces dernières années, n'ont rien à redire quand les milices du régime tirent sur le peuple.

Ce n'est pas cela que Trump reproche à Khamenei et ses sbires, mais bien de vendre leur pétrole à la Chine, de maintenir des relations étroites avec la Russie de Poutine et de ne pas être assez soumis aux intérêts des capitalistes américains.

## Quel avenir pour la révolte ?

En Iran comme ailleurs, le pouvoir bourgeois sait que les grands changements viennent d'en bas, des révoltes des peuples.

Ce bain de sang a certainement plongé une partie des Iraniens dans le désespoir, réduits à compter leurs morts et blessés. Mais il aura aussi alimenté la rage et la détermination contre ce régime assassin.

Le 11 janvier, au plus haut des manifestation et de la répression, un *« Appel des conseils ouvriers de la ville d'Arak »,* une ville industrielle iranienne, était publié dans le journal communiste turc Evrensel.

Celui-ci affirmait que, malgré les balles et les peines de prison, les ouvriers des usines allaient organiser des conseils de quartier pour assurer la sécurité et la logistique de la région, et terminait par cette affirmation : « *Le règne des patrons et des mollahs est révolu* ».

Nous ne savons pas ce que représentent ces Conseils aujourd'hui, mais ce qui est certain, c'est que le massacre n'a pu que renforcer la conviction dans toute la population qu'il faut mettre fin à ce régime barbare.

Et nous ici de les aider en militant pour le renversement du capitalisme.

**Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique**

**Email:**contact@lutteouvriere.be

**Tel:** 0470-18.82.39

**Internet:** www.lutte-ouvriere.be

